



On en viendrait presque à souhaiter que cela finisse, peu importe la manière et peu importerait aussi la qualité des hommes qui gouverneraient ce pays qui attend, depuis bientôt deux ans, le calme, la sérénité et le développement économique qu'il connaissait, malgré les dictatures successives. Peuple et économie tunisiens ont, en effet, un urgent besoin de stabilité, et cela ne peut souffrir aucune désunion. Ce qui se passe depuis quelques jours en Tunisie ne donne aucune preuve tangible que la stabilité et l'union ou l'unité nationale sont en perspective. Quatre évènements et quatre personnalités tunisiennes en lien direct les uns avec les autres, ont dernièrement fait l'actualité tunisienne. Une actualité qui n'a pas été des plus heureuses. Une actualité qui démontre aux plus récalcitrants des observateurs de la scène politique tunisienne que la troïka se brise, si elle ne s'était pas déjà détruite, malgré les pompiers et les « colmateurs de brèche » de tous bords.

Marzouki-Jbali-Baghdadi.

L'affaire est connue et n'a intéressé les Tunisiens que dans la seule et unique mesure où elle était révélatrice de l'état des relations entre le président de la République tunisienne CPRiste et le chef du Gouvernement Nahdhaoui dans la troïka gouvernante. C'est ainsi un président qui annonce, des semaines avant les faits, qu'il ne signera jamais un acte qui ne livrera pas l'ancien premier ministre libyen au gouvernement libyen issu des prochaines élections. C'est ensuite un chef de Gouvernement qui lui répond qu'il le livrera même sans sa signature et le fait sans l'en avertir. Cela signifiait que le Président et le chef du Gouvernement n'étaient pas sur la même longueur d'onde. Qu'il y ait dissidence, d'une part ou d'une autre, cela est visible nonobstant toutes les explications juridiques de l'un ou de l'autre et cela n'augure rien de bon pour la démocratie.

Pis encore, le ministre tunisien des Finances, pendant le programme TV «Assaraha Raha» et un haut responsable libyen pendant le programme TV d'Attounissy, démontreront et donneront les preuves d'une transaction entre les deux gouvernements, tunisien et libyen. Baghdadi était peut-être un grand criminel, la raison d'Etat pouvait-elle pour autant justifier l'échange de la vie d'un homme contre de l'argent ? Les bateaux de la Présidence, du CPR et de la Présidence et du gouvernement, n'ont-ils pas pris, à juste titre, de l'eau avec cette affaire ?

Ce qui est sûr, c'est que cela ne grandit en rien la «Révolution» tunisienne. Mais qu'importe le vin, pourvu qu'il y ait l'ivresse, pourraient répondre ceux qui gouvernent actuellement la Tunisie au nom de la Révolution qui s'était pourtant faite alors qu'ils étaient tous à l'étranger. Du grand n'importe quoi !!

Marzouki-Jbali-Nabli.

Il y a quelques semaines, le président de la République tunisienne, Moncef Marzouki,

annonçait, sans crier gare, qu'il avait déjà pris la décision de révoquer le Gouverneur de la BCT (Banque Centrale de Tunisie). Cette dernière, faisait déjà l'objet d'attaques médiatiques de la part d'un puissant homme d'affaires, pourtant connu pour ses liens bananiers avec Imed Trabelsi, actuellement en prison. BCT et Gouvernement entretenaient pourtant de bonnes relations, comme en témoignent les déclarations de l'un et de l'autre. Jbali et M.K Nabli se rencontrent fréquemment pour parler économie et finance, Nabli ou son vice-gouverneur, assistent aux CIM (Conseils Interministériels). Tout baigne donc. Profitant de l'absence de Jbali qui était en France, Marzouki annonce, une fois de plus de manière non officielle mais sur Facebook et sans jamais en donner les raisons, qu'il a déjà renvoyé M.K. Nabli. Au gouvernement, c'est la cohue générale. Le «pompiers Dilou», dit, une fois, que le gouvernement n'était pas au courant, et l'autre, qu'il l'était. Il dit beaucoup de bien de Nabli, mais sans se mouiller à dire qu'il sera maintenu dans son poste. Le conseiller économique de Jbali, franchit pourtant le pas pour l'affirmer, dans une interview à une agence de presse de renom, avant de se raviser pour dire que la question est encore en discussion au sein du Gouvernement. Jbali, son chef, aussi était de la partie. En France, il dit une chose et, en Tunisie, son contraire, à propos de la révocation du Gouverneur de la BCT, au sujet duquel aucune lettre officielle n'était pourtant arrivée au bureau d'ordre de la Constituante.

Qui dit vrai ? Qui fait de l'intox et qui ment carrément ? Pourquoi tout cela et à quoi cela rime-il ? Et si tout cela ne rimait à rien, sauf à de simples jeux de pouvoir entre les deux têtes de l'exécutif tunisien ? Et s'il n'y avait réellement pas de pilote dans l'avion du pouvoir tunisien dont pilote et copilote se disputent les commandes ? Dans ce cas, que devraient en penser les investisseurs étrangers, les bailleurs de fonds et ceux auprès de qui les responsables tunisiens essaient de faire bonne mine pour faire croire en de meilleures perspectives économiques et en une forte capacité à rembourser les milliards de dinars au titre de prochaines dettes ? Du grand n'importe quoi !!

Jaziri-Bouchlaka-Jbali-Maghreb.

Il y a quelques semaines, un secrétaire d'Etat que les Tunisiens n'avaient découvert qu'à l'occasion du coup d'Etat au Mali où il était en voyage officiel, annonçait solennellement que les citoyens des cinq pays du Maghreb pourront désormais entrer en Tunisie sans passeport, y travailler, y posséder biens mobiliers et immobiliers et même voter lors des prochaines élections municipales. Le 26 juin 2012, en effet, Abdallah Triki, secrétaire d'Etat aux Affaires africaines, maghrébines et arabes auprès du ministère des Affaires étrangères, avait annoncé que la Tunisie a décidé de mettre en œuvre, «unilatéralement», précisait-il alors, les cinq libertés pour les citoyens maghrébins sans obligation d'octroi d'autorisations préalables par l'administration tunisienne. Et alors que toute la classe politique tunisienne bouillonnait contre cette décision, le silence était alors complice du ministre tunisien des Affaires étrangères. Il ne se réveillera qu'à la première gifle maghrébine, qui viendra de l'Algérie, par le rejet de cette mesure. Une semaine plus tard, le 2 juillet, Rafik Abdesslem retrouve alors ce qui reste de dignité au Tunisien, pour déclarer que «le passeport est toujours exigé pour l'accès des ressortissants maghrébins au territoire tunisien». Rencontré, mercredi dernier, à la Radio nationale, le ministre de l'Agriculture, Mohamed Ben Salem, nous dira en aparté que son collègue était en colère. Aucune sanction ne sera pourtant prise contre ce secrétaire d'Etat qui a fâché son ministre, fait prendre une magistrale claqué algérienne à tout un peuple, transgressé toutes les lois en la matière, dépassé son ministre, son chef de gouvernement et toute l'Assemblée Constituante.

Du grand n'importe quoi dont la Tunisie n'avait nul besoin. Du grand n'importe quoi qui confirme, encore une fois, si besoin est, que le gouvernement Jbali est constitué d'apprentis politiciens et qu'ils se révèlent être, à chaque fois, des apprentis sorciers !!

Marzouki et ses déclarations !

A tous ces évènements, on ajoutera bien sûr, Moncef Marzouki. Président provisoire qui prend goût aux plaisirs de la présidence et son confort fait de voitures luxueuses, de cortèges en fanfare et de balades en yacht. Un politicien farfelu qui brasse de l'air dans des prérogatives vides de toute substance exécutive et membre d'une coalition qui fait eau de toutes parts. C'est aussi un ancien président d'un CPR rebelle qui se fait tirer dans les pattes et fait usage excessif de la démission. Marzouki est devenu un président qui fait du grand n'importe quoi. Il communique par Facebook avec les instances officielles d'un Etat en construction. Il annonce un premier discours pour l'annuler à cause d'un match qui n'a rien de tuniso-tunisien. Il laisse dire qu'il refera un autre discours pour démentir ce second discours, à quelques heures de sa diffusion. Il refuse de démissionner comme le lui conseille tout le monde et comme l'attend une large frange de Tunisiens, pour aller dire devant des représentants de partis politiques, qu'il avait failli le faire. Du grand n'importe quoi pour un Etat qui a toujours vécu avec un Président dont la parole n'est pas que du vent et dont les mots sont des faits. Un Président dont les déclarations sont des évènements politiques qui balisent l'avenir. Un Président dont l'image est celle de tout un peuple. Marzouki est, désormais, un grand n'importe quoi !

Par Khaled Boumiza.